

Ministère des Transports
Direction Générale de la Marine Marchande
Direction des Ports et de la Navigation
Maritimes

Ministère de l'Economie
Direction Générale de la Concurrence
et de la Consommation

Paris, le 11 mai 1981

Le Ministre des Transports
et
Le Ministre de l'Economie

N/REF : 2052 D 81
E – 81/0407

à
Messieurs les Préfets des Départements côtiers

Copie à :

MM. les Directeurs des Ports Autonomes
MM. les Chefs des Services Maritimes Spécialisés
MM. les Directeurs Départementaux de l'Equipe-
ment chargés d'un service maritime
MM. les Directeurs Départementaux de la Concurrence
et de la Consommation

Pour valoir instruction

MM. les Ingénieurs Généraux des Ponts et Chaussées
chargés d'une circonscription maritime

Pour information

OBJET : Réglementation de l'exercice et des prix du remorquage dans les ports maritimes de commerce et de pêche.

P.J. : 1 projet d'arrêté préfectoral type.

Le remorquage portuaire est une activité exercée dans les ports maritimes de commerce français par des entreprises de droit privé, sauf les cas rares où il est assuré par la chambre de Commerce et d'Industrie concessionnaire de l'outillage public du port. Ces entreprises sont actuellement soumises au contrôle des prix suivant la procédure fixée par l'arrêté pris conjointement par nos deux départements ministériels. Par contre, la liberté d'établissement de ces entreprises n'était pas jusqu'à présent soumise à une réglementation particulière.

Des dispositions réglementaires ont été prises pour modifier la situation actuelle en ce qui concerne les conditions de l'exercice de cette activité et le contrôle des tarifs correspondants. La présente instruction a pour objet de vous en exposer les motifs et la teneur et de vous donner les indications nécessaires pour leur mise en œuvre.

1. Réglementation de l'exercice du remorquage

Le caractère de service public de l'activité de remorquage dans les ports de commerce et son importance de plus en plus grande pour la sécurité et l'exploitation des ports par suite de l'accroissement du trafic et de la taille des navires a conduit, lors de la révision du Règlement Général de Police des ports maritimes de commerce et de pêche en 1977, à prévoir que « l'exercice du remorquage (...) est subordonné à l'agrément du directeur du port (...) tant en ce qui concerne le personnel que le matériel » et que « les conditions (de cet exercice) en sont fixées par les règlements particuliers » (de chaque port) ¹

Il reste à préciser, par voie d'arrêté préfectoral, les dispositions à insérer à cet effet dans les règlements particuliers des ports.

Vous allez donc être amené à prendre, pour les ports maritimes de votre département où il existe un service de remorquage des arrêtés préfectoraux réglementant l'exercice de cette activité dans chacun de ces ports. Les Directeurs des ports autonomes, les Ingénieurs en Chef des services maritimes spécialisés ou les Directeurs Départementaux de l'Equipement chargés d'un service maritime, selon le cas, vous adresseront à cet effet des propositions pour les ports dont ils ont la charge. Cependant, pour des raisons d'unité de doctrine et d'homogénéité de la réglementation dans les divers ports français, je vous demande, pour l'établissement de ces arrêtés, de respecter les dispositions de l'arrêté type qui est joint à la présente circulaire.

J'ajoute que cette réglementation qui a essentiellement pour objet d'assurer la sécurité des navires et le bon fonctionnement du port, en exigeant des entreprises appelées à effectuer ce genre de prestations des garanties suffisantes et en leur imposant certaines obligations de service public, ne doit pas conduire, par le biais de clauses à caractère exorbitant, à restreindre la liberté d'entreprise et à la création de monopole. Il s'agit simplement d'un cadre réglementaire qui doit s'imposer à toutes les entreprises qui souhaitent exercer cette activité pour le compte d'un tiers.

2. Réglementation des prix de remorquage

En ce domaine il était apparu nécessaire que le contrôle exercé par la puissance publique soit adapté dans deux directions :

-d'une part, dans le sens d'une plus grande décentralisation pour que les conditions particulières propres à chaque port et à ses usagers puissent être mieux prises en compte. Ceci concerne notamment les contraintes d'exploitation qui peuvent résulter de certaines astreintes nécessaires pour la sécurité du port (obligation d'assurer une veille permanente par exemple) ;

-d'autre part, par la mise en place d'une procédure qui permette de raccourcir les délais nécessaires à la révision des tarifs.

Par ailleurs, il était apparu également nécessaire d'instituer auprès des Directeurs des Ports Autonomes et des Ingénieurs en Chef des Services Maritimes, dans chaque port maritime de commerce et de pêche où s'exerce une activité de remorquage, une instance de concertation entre les usagers du remorquage, les entreprises de remorquage et l'autorité

¹ (1) Cf. article 10 de ce règlement annexe au décret n° 77-844 du 22 juillet 1977, repris dans le Code des Ports Maritimes en annexe de l'article R 351-1 de ce Code.

portuaire dont l'objet est d'assurer la coordination la meilleure entre l'activité de remorquage et le fonctionnement général du port.

C'est dans ce double objectif qu'ont été pris les deux arrêtés ministériels indiqués ci-après :

- l'arrêté n° 81-27A (publié au Bulletin Officiel des Services des Prix du 15 avril 1981) pris conjointement par nos deux départements ministériels relatif aux tarifs du remorquage dans les ports maritimes ;

- l'arrêté du 14 avril 1981 (publié au Journal Officiel du 18 avril 1981) pris par le Ministre des Transports, relatif à la Commission des Usagers du Port pour le service du remorquage portuaire.

- Le premier arrêté institue un régime de liberté contrôlée pour les tarifs du remorquage :

Les tarifs proposés par l'exploitant du remorquage portuaire sont applicables 40 jours au plus tard après leur dépôt si, dans ce délai et après avoir recueilli l'avis d'une commission d'usagers du port pour le service du remorquage, le Directeur Départemental de la Concurrence et de la Consommation ou le Directeur du Port (ou l'Ingénieur en Chef du Service Maritime) n'a pas fait opposition sur ces tarifs.

Le contrôle porte à la fois sur les tarifs et le service offert.

- Le second arrêté fixe la composition et le mode de fonctionnement de cette commission dont le rôle est de donner son avis, non seulement sur les demandes de modification de tarif en fonction du service offert, mais aussi sur les demandes de modification des conditions générales du remorquage dans le port.

Les membres de cette commission seront nommés par vos soins sur proposition, selon les cas, du Directeur du port autonome ou du Chef du Service Maritime ;

Ainsi vous n'aurez plus à instruire les demandes de modification des tarifs du remorquage portuaire, sauf, à titre transitoire celles qui auront été déposées avant le 15 avril 1981, date de publication du premier arrêté et qui, comme l'indique cet arrêté continuent d'être instruites dans les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 18 avril 1972.

Le Directeur Général de la Concurrence
et de la Consommation

A. BLANC

Le Directeur des Ports et de la
Navigation Maritimes

Paul OLLIVIER

Ministère des Transports

Direction Générale de la Marine Marchande

Direction des Ports et de la Navigation
Maritimes

Réglementation de l'exercice d remorquage
dans les ports maritimes

Arrêté Préfectoral type

Arrêté Préfectoral n° du pris pour l'application dans le port de
des dispositions de l'article 10 du règlement Général de
Police des ports maritimes de commerce et de pêche

Le Préfet de

VU le Code des Ports Maritimes et notamment son article R 351-1 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}

Le remorquage n'est pas obligatoire : tout commandant de navire est libre de faire appel ou de ne pas faire appel à l'(ou les) entreprise (s) de remorquage installée (s) sur le port, sauf dans le cas où l'assistance d'un ou plusieurs remorqueurs lui serait imposée par la capitainerie du port en application de l'article R 311-7 du Code des Ports Maritimes ou de l'article 9 du Règlement Général de Police des Ports Maritimes de Commerce et de Pêche annexé à l'article R 351-1 du Code des Ports Maritimes.

Article 2

Sans préjudice des réglementations en vigueur, l'obtention et le maintien de l'agrément d'une entreprise pour l'exercice du remorquage dans un port maritime par le Directeur du port ou par l'Ingénieur en Chef du Service Maritime est subordonné aux conditions suivantes :

- les matériels que l'entreprise propose de mettre et de maintenir en service doivent être adaptés aux tâches auxquelles ils sont destinés et être maintenus en bon état de fonctionnement ;

- la liste de ces matériels (remorqueurs et autres engins) doit être soumise annuellement au Directeur du port ou à l'Ingénieur en Chef du Service Maritime avec, pour chacun d'eux, les caractéristiques principales de ses performances.

Article 3

Toute modification permanente ou de durée supérieure à (*) dans la composition du parc de remorquage doit être annoncée préalablement au Directeur du port ou à l'Ingénieur en Chef du Service Maritime.

Article 4

L'entreprise informera la capitainerie du port et ses usagers ou leurs représentants des conditions d'exploitation du service du remorquage (horaires, moyens disponibles avec leurs caractéristiques), des prestations offertes et des conditions de fournitures de ces prestations ainsi que des modifications temporaires des prestations offertes. L'entreprise tiendra la capitainerie du port informée de toutes les modifications ou indisponibilités temporaires de ses moyens.

Article 5

L'entreprise est tenue de satisfaire toute demande de remorquage portuaire dans la mesure où le matériel demandé est disponible.

Aucune discrimination ne peut être opérée entre les usagers.

L'entreprise doit respecter les priorités de mouvements des navires fixées par la capitainerie du port, pour l'attribution des moyens de remorquage demandés par ses clients.

Article 6

L'entreprise est tenue, sur demande au Directeur du port ou de l'Ingénieur en Chef du Service Maritime, d'armer un ou plusieurs remorqueurs pour assurer une veille permanente et d'assurer en toutes circonstances un service minimum de sécurité. Les conditions techniques de ces obligations seront déterminées par le Directeur du port ou l'Ingénieur en Chef du Service Maritime, après consultation de l'entreprise et de la commission des usagers du port pour le service du remorquage portuaire. Les répercussions financières de ces obligations seront prises en compte pour l'établissement de ces tarifs.

(*) A fixer par chaque port.